TROUBLES À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Les étudiants ne décolèrent pas

Les élèves de l'Ecole nationale supérieure polytechnique (ENSP) ne décolèrent pas. Hier à 7h30, des centaines d'étudiants ont pris d'assaut les deux portes principales, bloquant ainsi l'accès à l'école. La directrice, qui est arrivée vers 10h, a été empêchée d'accéder à son bureau, avant qu'elle ne soit prise en otage dans son véhicule, au milieu d'une foule énorme qui a carrément bloqué la route menant de Belfort à la Radieuse.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Des centaines d'étudiants en colère scandaient d'une seule voix, «Démission ! Démission !».

Visiblement effrayée à l'intérieur de son véhicule, la directrice de l'école n'a pu se détacher de la foule qu'une heure plus tard, une fois que les étudiants lui ont manifesté de vive voix leurs revendications.

Les policiers qui n'étaient pas en grand nombre n'ont pas jugé nécessaire d'intervenir.

Selon quelques étudiants interrogés sur les lieux, c'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ils étaient déjà au bout de leur malheur, vu les conditions «d'un autre âge», dans lesquelles ils sont scolarisés. Il a fallu donc l'institution d'une nouvelle configuration au sein de l'ENSP pour que les choses dégénèrent.

En effet, selon les précisions de ces étudiants, rien n'a été prévu en matière de structures d'accueil pour recevoir ces classes préparatoires qui comptent quelque 250 étudiants.

Vu que les structures qui devaient les abriter au lycée Emir Abdelkader ne sont pas encore prêtes et que l'université de Bab El Zouar a refusé de les accueillir, ils ont été installés à l'ENSP, alors que l'école n'a pas les moyens nécessaires pour les abriter.

«Depuis leur arrivée, nous sommes devenus des nomades qui font à longueur de journée le tour des différents départements à la recherche d'une classe pour assister à nos cours», proteste un groupe d'étudiants, qui précise que les étudiants en préparatoires jouissent de toutes les commodités et de tous les privilèges au détriment des «véritables» étudiants de l'ENSP.

«Lundi dernier, nous étions en plein cours, lorsque la directrice est venue nous faire sortir de la salle, pour faire rentrer une poignée d'étudiants d'une classe préparatoire. C'est injuste ! S'il n'y a pas assez de classes pédagogiques pour les accueillir, ce n'est tout de même pas notre faute.

Si la directrice doit honorer son engagement avec la tutelle, il ne faudrait pas que cela se fasse à nos dépens. Qu'elle prenne ses responsabilités !», clament des étudiants en 4e et 5e année Génie civil de l'environnement.

Et ce n'est pas tout ! Avec l'arrivée de ces nouvelles classes préparatoires, l'emploi du temps des étudiants de l'ENSP a été complètement chamboulé. Alors que les cours prenaient fin au plus tard à 16h, aujourd'hui, les étudiants sont contraints de rester jusqu'à 18h.

De plus, le transport universitaire -le Cous-, n'est pas disponible à cette heure-ci. «L'hiver arrive, et à 18h il fait généralement nuit.

Comment va-t-on faire pour rejoindre nos cités universitaires et nos domiciles ? Surtout que le transport public ou privé n'est pas toujours disponible à cette heure-ci», réclame un groupe d'étudiantes.

Photo: Walid Triaa.

Les étudiants réclament le départ de la directrice.

Toutefois, il est nécessaire de rappeler que deux lettres ont été adressées à la directrice, quelques jours avant la protestation, dans lesquelles les étudiants ont exprimé leurs revendications, avant de menacer de recourir à une grève générale si leurs doléances ne sont pas prises en charge immédiatement.

Mais devant «la politique de la sourde oreille qu'applique la directrice, affirment les étudiants, nous avons été obligés d'opter pour la protestation».

Les enseignants exigent le départ de la directrice

Si les étudiants exigent seulement une prise en charge de leurs doléances, les enseignants de l'ENSP, qui assistaient au même titre que le personnel de l'administration en spectateurs à la protestation, exigent carrément le départ de la directrice.

Suite à une assemblée générale, de la section CNES-ENSP, tenue le 25 octobre au sein de l'école, et après discussions et de nombreux débats sur la situation qui prévaut à l'école, les enseignants présents ont, à l'unanimité, décidé d'organiser deux journées de protestation les 3 et 4 novembre prochains.

Selon le professeur Mameri, interrogé sur place, les enseignants ont demandé 200 étudiants dans un cycle préparatoire intégré.

Mais, à leur grande surprise, la directrice a installé une école préparatoire qui compte quelque 250 étudiants avec leurs propres enseignants, et du coup, indique-t-il, «nous nous sommes retrouvés avec une seconde école dans une école et une autre structure qui gère nos locaux pédagogiques, avec le mépris des enseignants. Résultat : les départements de spécialités et les écoles doctorales souffrent de l'absence de classes pédagogiques».

Mais ce qui semble le plus irriter ces derniers, c'est la suppression de l'option tronc-commun (département de science fondamentale), qui a mis un nombre important d'enseignants en 1re année au chômage technique. Une partie a été orientée vers les 2e année, en attendant l'année prochaine, où il faudra s'attendre à un licenciement à grande échelle.

Le personnel de l'administration en grève les 4 et 5 novembre prochain

Même son de cloche chez le personnel de l'administration de l'ENSP. Tous les travailleurs réclament le départ de la directrice. Pour ces derniers, le problème réside d'abord dans la gestion administrative.

Ils citent entre autres l'absence depuis deux ans du plan de gestion relatif à la promotion et au recrutement du personnel, la non-application de l'organigramme de l'établissement, les retards dans le virement des salaires, l'absence des arrêtés ministériels de la commission des œuvres sociales et du conseil d'administration, qui ne fonctionnent pas à ce jour, alors qu'il s'agit de structures indispensables pour l'amélioration des conditions de travail du personnel, et, enfin, le manque flagrant d'hygiène dans l'établissement.

Selon ces derniers, ils se sont réunis le 6 juin dernier avec la directrice de l'école, qui leur a fait des promesses par écrit.

Mais, affirment-t-ils, jusqu'à présent, aucun engagement n'a été honoré.

C'est pour ces raisons, poursuivent-ils, que «nous avons pris la ferme décision d'organiser une grève les 4 et 5 novembre prochains.

Si jamais on n'obtient pas des engagements écrits, on ira vers une grève illimitée».

M. M.

EN GUISE DE PROTESTATION CONTRE LA SURCHARGE DES EMPLOIS DU TEMPS

Arrêt des cours de deux heures depuis quinze jours au lycée mixte de Sidi-Aïch

La tension qui règne depuis la rentrée scolaire au lycée mixte de Sidi-Aïch ne cesse de s'amplifier au fil des jours sans que cela suscite la moindre réaction des responsables chargés du secteur de l'éducation au niveau de la wilaya de Béjaïa pour mettre fin à une situation aux conséquences préjudiciable pour la scolarité des apprenants.

Les élèves du lycée mixte de Sidi-Aïch boudent, en effet, quotidiennement, et ce, depuis plus de deux semaines, les deux dernières heures de cours de la journée en guise de protestation contre la surcharge des emplois du temps sans que les responsables répondent à leur doléance.

Hier mardi, les apprenants du lycée mixte de Sidi-Aich sont revenus à la charge pour la énième fois en séchant les deux heures de cours entre dix heures et midi avec comme sempiternel mot d'ordre, «la révision des emplois du temps».

«La protestation risque de prendre des proportions fâcheuses si les responsables restent dans leur logique de mépris et d'indifférence», alertent des parents qui s'inquiètent quant à la scolarité de leurs enfants.

«Cette situation induite par les nouveaux emplois du temps imposés par le département de Benbouzid depuis l'application du week-end semi-universel incommodent terriblement nos enfants qui ne peuvent ainsi quitter l'établissement qu'à 17h30, épuisés et ne disposant aucunement du temps nécessaire pour récupérer et réviser leurs cours», regrettent des parents d'élèves du lycée en question. Du côté des responsables, on affirme avoir proposé un nouvel emploi du temps fixant l'horaire de fin des cours à 17h.

Une formule qui ne semble pas convenir aux lycéens protestataires. Ces derniers expliquent que la reprise des cours fixée à 13h pour l'après-midi ne leur laisse même pas le temps de se restaurer.

A. K.

SIDI-BEL-ABBÈS : GRÈVE DES LYCÉES

Un taux de suivi de plus de 85 %, selon le Cnapest

A l'appel du Cnapest, les lycées de Sidi-Bel-Abbès ont observé un mouvement de grève de deux heures dans la journée d'hier en guise de solidarité avec le coordinateur de la section du Cnapest, lui-même enseignant au niveau du lycée Boukhari-Abdelkader, dans le chef-lieu dans lequel prévaut une situation tendue entre le proviseur et les enseignants. Ces derniers l'accusent de dépassements et d'agissements irresponsables depuis plusieurs années. Ayant recouru à des mouvements de grève internes de l'établissement, le Cnapest s'est, dernièrement, saisi de la contestation pour interpeller les responsables concernés pour un dénouement de la crise qui secoue le lycée et a publié dans la journée de lundi dernier un communiqué dans lequel il appelait ses adhérents à se joindre à leurs collègues. Alors que la Direction de l'éducation affirme un taux de suivi de 10 %, le Cnapest parle de réussite et avance un taux de suivi de plus de 85 %, des 35 lycées de Sidi-Bel-Abbès.

A. M.

CONSEIL NATIONAL DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Un sit-in est prévu pour le 2 novembre prochain

Les enseignants contractuels font encore parler d'eux. Ils ne décolèrent pas et ne comptent pas renoncer à «leur droit légitime». Pour se faire entendre, une seule solution : organiser un sit-in.

Un premier rendez-vous est donné pour le 2 novembre prochain devant la présidence de la République et un second devant le ministère de tutelle. Les enseignants contractuels poursuivent leur combat pour leur contractualisation et dénoncent également l'information faisant état d'un accord signé entre le ministère de l'Education nationale et la Fonction publique interdisant aux licenciés l'accès aux concours de recrutement.

«Cette loi va mettre les enseignants contractuels au chômage», lit-on dans un communiqué rendu public par les protestataires.

Soulignons que le ministre de tutelle s'est engagé à donner la priorité à ces enseignants pour les concours de recrutement.

S. A.